

Roumanie: Comment s'est produit le désastre des fonds européens?

Description

Dans un communiqué transmis par la Commission européenne au début du mois de novembre 2012, le gouvernement roumain a été informé du lancement d'une procédure de «pré-suspension» de la majorité des programmes opérationnels sectoriels dont bénéficie le pays. Sont concernés le Programme opérationnel sectoriel pour le transport (POST), le Programme opérationnel sectoriel pour l'augmentation de la compétitivité économique (POSCCE) et le Programme opérationnel régional (POR).

Si elles veulent que les paiements reprennent, les autorités de gestion doivent se pencher sur les problèmes du système roumain d'audit, et ce dans un délai d'environ deux mois. La situation est dramatique et probablement unique dans l'Union européenne: la Roumanie doit rembourser le peu d'argent qu'elle a reçu de l'Union, soit 1,8 milliard d'euros sur un total de 19,6 milliards mis à sa disposition pour l'exercice financier 2007-2013.



Grațian Mihăilescu, «Cum s-a produs dezastrul Fondurilor Europene în România»

Texte publié initialement le 8 novembre 2012 par *Europuls* (www.europuls.ro)

Traduit du roumain par : **Julien Danero-Iglesias**

[Lien vers le texte original](#)

Situation actuelle : le désastre des fonds européens en Roumanie

Le problème majeur de la Roumanie ne vient pas de ce gel des fonds, mais des corrections financières annoncées par la Commission pour la période 2007-2011, c'est-à-dire l'argent que la Roumanie doit rembourser au vu des irrégularités constatées dans les trois programmes suspendus ainsi que dans le programme pour l'environnement. La Commission demande le remboursement de 10 à 25 % des sommes dépensées dans le cas des projets où ont été constatées les irrégularités. Par ailleurs, le Programme pour les ressources humaines – le «cible» POSDRU – se trouve en situation de blocage permanent, certains de ses bénéficiaires étant dans une incapacité de paiement qui a mené à la faillite de plusieurs ONG. L'arrêt de ce programme a provoqué une énorme manifestation à Bucarest, initiée par la Coalition des ONG pour les Fonds structurels, ainsi que des conférences de presse de représentants de la société civile dans les grandes villes du pays.

Les attentes par rapport aux fonds européens ont été énormes, tant de la part des bénéficiaires que de l'État. Ces fonds auraient dû être injectés dans l'économie et générer une croissance du PIB de l'ordre de 1,5 à 2,5 % par an. Considérant que le PIB de la Roumanie tourne autour des 112 milliards d'euros, l'absorption annuelle de 3 à 4 milliards

dâ??euros aurait en effet pu gÃ©nÃ©rer une croissance Ã©conomique substantielle pour notre pays. Le gouvernement sâ??attendait Ã ce que les revenus du budget sâ??arrondissent considÃ©rablement Ã la suite des prÃ©financements et remboursements de la Commission aprÃ©s utilisation des fonds europÃ©ens, et le budget 2012 a Ã©tÃ© conÃ§u dans cette perspective. Les prÃ©visions avancÃ©es par les experts Ã©conomiques du gouvernement montraient que la part des fonds europÃ©ens dans le budget de lâ??Ã©tat aurait dÃ©passÃ© supÃ©rieure Ã celle attendue de lâ??imposition des profits. Cela ne sâ??est cependant pas produit pour 2012.

Le gel des fonds entraÃªne des rÃ©actions en chaÃªne : le secteur privÃ© souffre de lâ??arrÃªt des financements dans le cadre du POSCE, les infrastructures (condition de base pour attirer des investisseurs Ã©trangers, pour le tourisme, etc.) sont bloquÃ©es par la prÃ©-suspension du programme POST, la rÃ©forme tant attendue du systÃ©me administratif ne sâ??effectue pas suite au blocage du programme POSDRU. Si personne nâ??investit, personne nâ??est engagÃ© et, sans engagement, il nâ??y a pas de consommation pour stimuler lâ??Ã©conomie, comme le prÃ©cise le *Ziarul financiar* (*Journal financier*).

Corruption, conflits dâ??intÃ©rÃªt et incompÃ©tence des autoritÃ©s de gestion bloquent lâ??argent europÃ©en

Dans le langage institutionnel des communiquÃ©s officiels de la Commission, nous comprenons bien que les paiements pour les Programmes opÃ©rationnels ont Ã©tÃ© interrompus Ã cause de dÃ©ficiences en matiÃ©re de gestion et de contrÃ´le. Cependant, on peut supposer que les raisons rÃ©elles en sont la corruption et lâ??incompÃ©tence. La corruption et la politisation excessive de lâ??administration publique locale, rÃ©gionale et nationale sont, probablement, les facteurs les plus importants qui pÃ©sent sur la capacitÃ© dâ??absorption des fonds europÃ©ens, comme nous lâ??avons montrÃ© dans un article publiÃ© par la SociÃ©tÃ© acadÃ©mique roumaine (SAR). Le principal dysfonctionnement du systÃ©me de gestion des fonds europÃ©ens, constatÃ© par la Commission Ã plusieurs reprises, consiste dans lâ??incapacitÃ© des autoritÃ©s Ã empÃªcher les cessions truquÃ©es ou douteuses, surtout dans le domaine des acquisitions publiques, oÃ¹ lâ??on Ã©labore encore des contrats sur mesure. La majoritÃ© des bÃ©nÃ©ficiaires des fonds europÃ©ens sont les autoritÃ©s publiques locales, rÃ©gionales ou nationales, comme les ministÃ©res, les agences, les conseils dÃ©partementaux ou locaux.

Une Ã©tude rÃ©alisÃ©e lâ??an dernier par lâ??Institut des politiques publiques de Bucarest met en Ã©vidence, par lâ??utilisation dâ??une mÃ©thodologie quantitative, que lâ??appartenance politique des dirigeants des institutions impliquÃ©es a constituÃ© un facteur de choix pour remporter des projets dans le cadre du programme POR, quand les bÃ©nÃ©ficiaires en ont Ã©tÃ© les autoritÃ©s publiques. Dans un article publiÃ© par *romaniacurata.ro* (*Roumanie propre*), nous affirmions que les cessions et acquisitions publiques dans le cadre de certains programmes opÃ©rationnels ont Ã©tÃ© offertes sur base de critÃ©res de clientÃ©lisme politique, en fonction des sommes offertes par certaines firmes aux budgets des partis politiques. Le rapport du Bureau europÃ©en de lutte antifraude, pour lâ??annÃ©e 2011, situe la Roumanie Ã la premiÃ©re place en Europe, devant lâ??Allemagne et lâ??Italie, avec 225 cas de fraude aux Fonds europÃ©ens. Cependant, le problÃ©me majeur reste que seulement 23% des dossiers ont menÃ© Ã des condamnations, ce qui prouve lâ??inefficacitÃ© du systÃ©me judiciaire roumain dans le traitement de ces cas.

Un autre dysfonctionnement du systÃ©me de gestion est liÃ© Ã lâ??incompÃ©tence de lâ??administration publique roumaine, tant du cÃ´tÃ© de ceux qui administrent les fonds que de ceux

qui en bénéficient. En 2011, la Commission a décidé la reprise des paiements pour tous les Programmes opérationnels à la condition que la Roumanie adopte, avant le 30 juin 2012, une série de mesures liées à l'organisation interne des structures des différentes autorités de gestion, tout comme dans le domaine des acquisitions publiques. Cela ne s'est pas produit : «*Les bénéficiaires des projets et les autorités de gestion sont responsables de la situation qui a conduit à la pré-suspension de ces programmes!* Les autorités de gestion des ministères concernés sont celles qui ont eu les instruments à leur disposition et qui n'ont pas rendu flexibles les procédures à un moment donné» a déclaré Răzvan Cotovelea, Secrétaire d'État au ministère roumain des Affaires étrangères.

À Bruxelles, en pratique, nous n'existons pas

Tous ces dysfonctionnements de gestion, terme employé par la Commission dans les rapports d'audit, sont dévoilés à un moment décisif au niveau européen, quand se négocie le budget des politiques de cohésion pour la prochaine période financière 2014-2020. La majorité des parlementaires européens roumains plaident au Parlement européen pour la préservation du budget de la politique de cohésion, au moins dans les mêmes paramètres que pour la période 2007-2013, alors que les pays riches de l'Union européenne font alliance pour diminuer le rôle de l'UE en coupant dans ses ressources budgétaires. Mais quels arguments ont les Roumains face aux autres parlementaires européens, alors que la situation en Roumanie est désastreuse dans le domaine des fonds européens ? À Bruxelles, la Roumanie a prouvé sa réputation de pays marqué par l'instabilité politique, qui est en plus incapable d'utiliser les fonds européens. Les scandales de politique interne ont été exportés plusieurs fois au Parlement européen, le cas le plus récent étant le vote négatif contre la candidature de Leonard Orban à la fonction de membre de la Cour des comptes européenne.

L'État roumain ne sait pas faire de lobbying à Bruxelles et n'a pas les mécanismes nécessaires pour le faire. C'est de là que vient aussi la mauvaise communication entre Bruxelles et Bucarest, et implicitement aussi le désintérêt de la classe politique roumaine pour ce qui se passe dans la capitale de l'Europe, même si plus de 75% de la législation appliquée en Roumanie tire son origine de Bruxelles. Pour Dan Luca, expert en affaires européennes, «*La Roumanie n'a pas encore très bien compris qu'elle doit se recalibrer pour son statut de membre important dans l'espace communautaire et qu'elle ne s'est pas encore adaptée au jeu très complexe des affaires européennes*», et ce, dans les conditions où «*la Roumanie est la septième puissance de l'Union en poids numérique des votes au Conseil européen et en nombre de députés européens*». De cette manière, le désintérêt des politiciens roumains pour les affaires européennes, prouvé par la faible représentation des entités roumaines à Bruxelles et par le manque de lobbying institutionnel, a contribué à l'absorption des fonds européens.

Que va-t-il se passer après 2014 ?

La Roumanie fait partie du groupe des *Amis de la Cohésion* qui définit la position de plus de la moitié des États membres par rapport aux sommes qui seront allouées dans le cadre du budget 2014-2020 de l'Union européenne. Même si les membres du groupe ont décidé qu'ils allaient adopter une approche commune afin de soutenir un budget consistant pour la politique de cohésion, la Roumanie est citée comme exemple négatif par les pays européens contributeurs nets au budget qui, eux, demandent la réduction du budget de l'Union. La

Roumanie ne se trouve pas en situation de force, Ã©tant la moins bien positionnÃ©e de tous les nouveaux Ã©tats membres. *Ã ThÃ©oriquement, la capacitÃ© d'absorption des fonds europÃ©ens et les nÃ©gociations budgÃ©taires n'ont pas de lien. ThÃ©oriquement, pas mÃªme la faible capacitÃ© d'administration et de gestion de ces fonds ne devrait entrer en jeu. En pratique, cependant, tout est liÃ© Ã©*», Ã©crivait rÃ©cemment Radio France International Roumanie.

IndÃ©pendamment du rÃ©sultat de ces nÃ©gociations entre Ã© les pauvres Ã© et Ã© les riches Ã© de l'Europe, le budget va Ãªtre votÃ© et la Roumanie va recevoir de nouveau une petite partie du fonds de cohÃ©sion de l'Union pour 2014-2020. Malheureusement, cependant, on constate un manque de vision et de stratÃ©gie de la part du gouvernement roumain dans le processus d'Ã©laboration de la position de la Roumanie par rapport Ã© la pÃ©riode future de programmation. La SociÃ©tÃ© acadÃ©mique roumaine a publiÃ© une liste d'institutions et d'organisations qui identifient les besoins et les prioritÃ©s d'investissements avec des fonds europÃ©ens post-2013. NÃ©anmoins, prÃ©cise-t-elle, *Ã jusqu'Ã© maintenant Ã© en novembre 2012 Ã©, le contrat pour l'identification des besoins de dÃ©veloppement post-2013 n'a pas encore Ã©tÃ© signÃ© ! Ã©*

La situation est similaire Ã© celle qui prÃ©valait avant 2007. Selon une Ã©tude, autant au moment des nÃ©gociations que pendant la pÃ©riode de mise en Ã©uvre de certains des Programmes opÃ©rationnels, une vision stratÃ©gique a manquÃ© : *Ã Les besoins de dÃ©veloppement sont dÃ©crits de maniÃ©re fragmentaire dans les indicateurs des Programmes opÃ©rationnels, et l'on ne peut parler d'une vision stratÃ©gique qui devrait crÃ©er une liaison entre les documents (Cadre stratÃ©gique national de rÃ©fÃ©rence Ã© Programmes opÃ©rationnels) et les projets financÃ©s Ã©*.

Dans une sÃ©rie d'articles, nous avons dÃ©noncÃ© le fait que nous formons de la main d'Ã©uvre sans savoir s'il y aura des emplois, nous Ã©laborons des stratÃ©gies ambitieuses de dÃ©veloppement et nous crÃ©ons des centres d'affaires sans devoir prouver qu'ils vont apporter une valeur ajoutÃ©e. Nous n'avons pas encore d'analyse du caractÃ©re durable des projets de la pÃ©riode 2007-2013 alors que ce n'est qu'avec un tel outil que le peu d'argent qui a Ã©tÃ© absorbÃ© va permettre un succÃ©s rÃ©ellement visible. La SociÃ©tÃ© acadÃ©mique roumaine attire l'attention sur l'importance de cet aspect de l'Ã©laboration des politiques et des prioritÃ©s de dÃ©veloppement pour 2014-2020 et tire un signal d'alarme sur l'impasse dans laquelle se trouve la Roumanie.

*Ã© GraÃ©ian MIHÃ©ILESCU est consultant en dÃ©veloppement rÃ©gional et affaires europÃ©ennes.

Vignette : La Coalition des ONG pour les Fonds structurels Ã© www.societal.ro

image not found or type unknown



[Ã© Retour en haut de page](#)

date crÃ©Ã©e

01/12/2012

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : GraÃ©ian MIHÃ©ILESCU*